



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} janvier 2015

Original : français

Commission de la population et du développement

Quarante-huitième session

13-17 avril 2015

**Débat général sur l'expérience nationale en matière
de population sur le thème « Réaliser l'avenir que
nous voulons : prendre en compte les questions de population
dans le développement durable, y compris dans le programme
de développement pour l'après-2015 »**

Déclaration présentée par Amis des étrangers au Togo, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La présente déclaration n'a pas fait l'objet d'une relecture sur le fond par les services d'édition.



Déclaration

Le développement durable et le développement humain

Au commencement Dieu créa le ciel et la terre, ensuite les éléments qui se trouvent sur la planète terre dont l'homme. Dieu avait une intention avant de créer la planète et chaque chose, qu'il avait créée, a un sens avec une interdépendance logique pour le mieux être de l'humanité.

Objectif : Le développement durable permettra à l'humanité de mettre fin à la pauvreté d'ici à 2030.

En effet, l'homme est le créateur de son propre malheur aujourd'hui. Parce que, l'homme, par l'esprit de créativité créa du feu. Il créa les usines, les industries qui lui procurent des biens matériels. Mais comment les créations humaines sont utilisées?

Grâce au feu, l'homme prépare ses repas en dépendant des produits de la forêt tels que le bois et le charbon de bois. La démographie étant toujours croissante chaque année, soit 7 milliards en 2013 et estimée à 9 milliards en 2050, les besoins seront plus accrus.

Ainsi, les forêts, la biodiversité disparaissent chaque année pour des besoins vitaux de l'homme (ex. au Togo 15 000 hectares/an). Croyant satisfaire aujourd'hui ses besoins, l'homme ignore qu'il se tue et tue les générations à venir par la déforestation, la production de gaz à effet de serre, la production de carbone forestier. Le changement climatique, une conséquence directe de ces attitudes, engendre l'irrégularité des pluies indispensables pour le développement agricole. Les mauvaises récoltes, la pauvreté, la faim, la malnutrition qui découlent de cette situation causent des migrations intra et extracontinentales, de plus l'exode rural. Ces dernières créent d'autres problèmes socioéconomiques couplés de racisme, de xénophobie et de discrimination raciale. Pour l'après 2015, il est impératif de repenser notre façon de conduire ce monde et les perspectives d'avenir pour sauver l'humanité qui jusqu'à présent plane dans une incertitude de demain. Avant qu'il ne soit trop tard, les objectifs du développement durable sont clairs: il s'agit de ne laisser personne de côté, autrement dit de considérer tout le monde (femmes autochtones, migrants, personnes handicapées, personnes âgées, les jeunes chômeurs et autres minorités) dans toutes les entreprises de développement. Tous les pays, toutes les communautés, tous les individus n'avaient pas cette habitude. C'est pourquoi, l'éducation est le meilleur canal pour modifier le comportement humain en faveur de l'agenda post 2015. La marginalisation des autres, l'absence de la démocratie, la corruption et la recherche de l'intérêt personnel, l'envie et la jalousie sont souvent source de conflits.

Le développement durable tient compte du respect des droits de l'homme. Cet aspect renforce la paix indispensable pour tout développement. Il revient aux décideurs politiques, aux parlementaires, aux pouvoirs judiciaires d'en faire leurs chemins pour libérer les hommes, les femmes et les enfants du monde, des gémissements de la pauvreté. Désormais la société civile a un rôle capital à jouer dans le développement durable des pays. C'est très bien parce qu'elle est plus proche de la population, vit avec elle et peut mesurer l'ampleur des besoins la concernant. La protection de la société civile et sa dépolitisation est incontournable pour la réussite de cette mission du développement durable. Ceci permettra

l'éclosion des ONG au service des peuples avec engagement dans la lutte contre le changement climatique, la promotion de la paix avec une société inclusive, la protection, la restauration et la promotion de la biodiversité, des forêts, la conservation et l'utilisation rationnelle des océans, mers et leurs ressources, la réduction des inégalités à l'intérieur et à l'extérieur des nations, la promotion économique inclusive avec des ressources efficaces en agriculture : Agriculture NAMAS, en énergie, de l'accessibilité de tous en eau potable pour une vie plus riche et un bien-être pour tous les âges en passant par la sécurité alimentaire, la bonne nutrition, barrant la route à la faim et à la pauvreté. Ce changement ne peut se réaliser sans un changement de mentalité; c'est pourquoi, l'éducation, la sensibilisation sur le développement durable est primordiale puisqu'il permettra la création d'emplois décents pour tous et favorisera la construction d'infrastructures résilients, de l'innovation et de l'industrialisation inclusive.

Le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies « The road to dignity by 2030 » et surtout l'adoption de l'agenda post-2015 par les leaders mondiaux montre l'engagement de la communauté internationale à atteindre ces objectifs du développement durable qui marche de pair avec le développement humain. La révolution des données sera le socle de tous les projets.

Cependant, il faut noter que, le financement et les modalités de financement doivent être revus pour permettre à la société civile de bénéficier des dons, surtout dans les pays pauvres ou en voie de développement. La société civile de ces pays manque souvent de ressources financières pour l'implémentation de ses initiatives. De plus, les sources internes (tax, impôts, douane etc) reviennent aux Etats alors qu'elle ne se contente que des cotisations de ses membres.

Le partenariat société civile-gouvernement est bon mais il revient à la communauté internationale de soutenir à hauteur des budgets nationaux des Etats, la société civile pour équilibrer les actions des uns et des autres.

Recommandations :

- Dépolitiser l'espace social;
- Permettre aux ONGs de développement d'avoir accès aux business et aux marketings;
- Exiger de la part des gouvernements la coopération effective avec la société civile enregistrée pour le développement durable à DESA;
- Exiger leur reconnaissance par l'Etat partie et leur protection.

Le développement durable est une affaire de tous. Les gouvernements, la société civile, les communautés, les individus bref tout le monde doit mettre la main à la pâte pour remodeler ce monde que Dieu nous a légué gracieusement et qu'en toute âme et conscience, nous affirmons en être les destructeurs.

Merci à tout lecteur.